

# LES DÉBUTS CHAOTIQUES DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE



Capitulation de Napoléon III à Sedan



Siège de Paris par les Prussiens



Barricade lors de la Commune insurrectionnelle de Paris en 1871



Original de la troisième loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics

2 septembre : défaite de Sedan. Napoléon III est fait prisonnier par les Prussiens.

4 septembre 1870, le Corps législatif proclame la chute du Second Empire et instaure la Troisième république avec comme chef du gouvernement de la Défense nationale le général Jules Trochu.

Du 17 septembre 1870 au 28 janvier 1871 Paris est assiégée par les Prussiens et connaît un début de famine.

22 janvier 1871, après l'échec d'une offensive de la dernière chance, le général Trochu, démissionne.

8 février 1871 : aux élections législatives exigées par les Prussiens, les monarchistes obtiennent la majorité absolue à l'Assemblée (orléanistes : 214 sièges, légitimistes : 182 sièges - sur un total de 638 sièges).

18 février 1871 : la nouvelle assemblée réunie à Bordeaux nomme Adolphe Thiers « chef du pouvoir exécutif de la République française » (= chef d'État) qui est obligé de se soumettre aux conditions imposées par les Prussiens en attendant de pouvoir restaurer la monarchie. La France perd l'Alsace et une partie de la Lorraine et doit verser une très lourde indemnité à l'Allemagne.

18 mars 1871, le petit peuple de Paris, qui souhaite continuer la guerre se soulève. C'est la **Commune insurrectionnelle de Paris**. Elle est écrasée dans le sang par **les Versaillais** restés fidèles au gouvernement de Thiers le 28 mai 1871 après 72 jours de combats. Bilan : entre 10 000 et 20 000 morts chez les communards et 877 morts chez les militaires.

Le 24 mai 1873, Thiers est démis de ses pouvoirs par le parti monarchiste au prétexte qu'il est trop lent à restaurer la monarchie. L'Assemblée nationale nomme à sa place le monarchiste Patrice de Mac-Mahon Président de la République.

En 1873, le comte de Paris Philippe d'Orléans accepte de se désister en faveur des légitimistes qui soutiennent le comte de Chambord Henri d'Artois, mais ce dernier refuse le pouvoir par principe si on ne remplace pas le drapeau tricolore par le drapeau blanc de la monarchie.

Finalement, en 1875, plusieurs députés orléanistes choisissent d'abandonner l'idée de restauration monarchique et décident de se rallier aux républicains. Ensemble, ils votent les **lois constitutionnelles** qui vont former le socle institutionnel de la III<sup>e</sup> République.

En 1876, aux élections législatives, le camp républicain devient pour la première fois majoritaire à l'Assemblée.

Le 30 janvier 1879, Mac-Mahon démissionne. Le même jour, l'Assemblée élit le républicain modéré Jules Grévy Président de la République (mandat : 1879-1887). Les Républicains sont désormais à la tête du Législatif et de l'Exécutif. On peut désormais parler d'une « **République républicaine** ».



Proclamation de la Troisième République le 4 septembre 1870 par le député Léon Gambetta



Le général Louis Jules Trochu



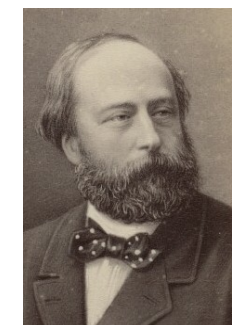
Adolphe Thiers



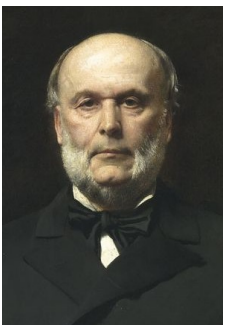
Patrice de Mac-Mahon



Philippe d'Orléans Comte de Paris



Henri d'Artois Comte de Chambord



Jules Grévy